

## DEUX CONCEPTS EQUIVOQUES

par Alain Besançon,  
Membre de l'Institut

Article publié dans *Le Figaro*, 12 novembre 2004

***War on terrorism, Implement democracy*** : tels sont les deux mots d'ordre que se sont fixés le président Bush et son administration depuis le 9 septembre 2001. Qui pourrait s'élever contre un programme aussi noble ? Encore faut-il qu'il soit correctement cadré.

Commençons par : *implanter la démocratie*. Pour un historien, le concept de démocratie est relativement précis. La démocratie est le régime politique qui succède à l'Ancien Régime. Celui-ci caractérisait les pays européens jusqu'aux révolutions qui l'ont renversé, dont la Révolution française fut la plus retentissante. L'Ancien Régime était fondé sur le pouvoir conjoint de l'Eglise, de la Monarchie sacrée, de la noblesse. Le Nouveau Régime qui l'a remplacé, dévolut le pouvoir à un corps représentatif, supprima les privilèges personnels, établit l'égalité devant la loi et ce que Tocqueville a nommé l'égalité des conditions. Autrement dit, la démocratie.

La démocratie est donc une formation historique très particulière à l'Europe. Il n'y avait qu'en Europe qu'avait existé une telle Eglise, une telle monarchie, une telle noblesse, contre lesquelles s'étaient soulevées les forces qui accomplirent la démocratie. Aux Etats-Unis, la démocratie s'établit plus facilement, parce qu'elle n'avait rien à détruire, qu'il n'y avait pas d'Eglise fortement établie, ni roi, et que les colons ne reconnaissaient pas les rangs sociaux. Mais l'arrière fond du tableau américain était bien l'Europe d'où venaient ces colons. Hors de ce passé historique spécial, la notion de démocratie n'a pas grand sens. Il peut y avoir comme au Japon, un état de droit très solide : cela ne signifie pas qu'on soit en démocratie. L'état de droit existait sous nos Anciens Régime, à Rome sous Trajan, dans le Califat de Bagdad sous Haroun al Rachid, on n'était pourtant pas en démocratie.

La démocratie est donc un *régime* et rien qu'un régime. Le pire de tous à l'exception de tous les autres disait Churchill. Peut être, et c'est pourquoi nous y sommes attachés. Mais elle n'est pas une *valeur*. Ce qui constitue une valeur, c'est le droit, la justice, le respect de la dignité des hommes. Dans un terrain aussi mouvant que l'Irak ou l'Afghanistan, dont le passé n'a rien de commun avec celui de l'Europe, le projet de *implement democracy* n'a guère de sens. Ou alors c'est donner au mot démocratie un sens idéologique, comme était celui de « socialisme réel » sous Brejnev. Les Irakiens n'aspirent pas, l'expérience le montre, aux délicates procédures de nos démocraties occidentales. Mais ils veulent la sécurité, un minimum de justice, d'état de droit. Tel pourrait être l'horizon limité mais réaliste de la coalition conduite par le président Bush.

Et d'autre part : *Guerre au Terrorisme*. Là encore le concept est dangereusement équivoque. La notion de guerre suppose une certaine symétrie entre les adversaires. Elle est adéquate aux conflits entre les Etats. Ceux-ci peuvent s'entendre sur certaines règles, sur un droit de la guerre. Mais quand un conflit oppose un Etat à une nuée confuse de groupes armés,

clandestins, et bien décidés de ne se plier à aucune règle, le qualifier de guerre expose à des inconvénients. C'est ainsi qu'on augmente démesurément les dépenses proprement militaires, au détriment d'instruments mieux adaptés, comme le renseignement et la police. Qu'on cherche à bâtir une coalition avec des alliés qui se déclarent tels parce qu'ils sont « ennemis du terrorisme ». C'est permettre à des dirigeants douteux de réaliser chez eux des opérations horribles sous le noble manteau de « lutte contre le terrorisme ». Qu'on aille voir ce qui se passe en Tchétchénie où la population a déjà diminué de moitié. Mais, justement, on n'ira pas voir. La France, que je sache, collabore pleinement avec les Etats-Unis au chapitre de la police et du renseignement. C'est probablement ce qu'elle peut faire de plus utile et de plus propre à la réconcilier avec son très ancien allié.

Ensuite la notion de terrorisme a besoin d'être précisée. Je propose de distinguer le terrorisme à but limité du terrorisme à but illimité. Le terrorisme à but limité cesse quand ce but a été atteint. C'est par exemple l'indépendance nationale. Le terrorisme irlandais, a pris fin quand l'indépendance a été accordée. Il a continué, à plus petite échelle, là où elle ne l'était pas. Le terrorisme illimité, lui, se propose une transformation radicale du monde, un renversement total de l'ordre établi. Tel fut le terrorisme communiste, tel est le terrorisme d'Al Quida. La difficulté est que le terrorisme limité peut dériver, par contagion, par désespoir, vers le terrorisme illimité. Or cette dérive risque davantage de se produire si on confond les deux, si on traite le premier comme on traite et comme on doit traiter le second. Ce que n'a pas fait l'Angleterre, quand elle a calmé le terrorisme résiduel de l'Ulster. Il semble que s'il y a une région où le discernement entre les deux terrorismes doit être pratiqué avec intelligence et délicatesse, c'est bien le Moyen Orient. Mais la formule *War on terrorism* n'arrange pas les choses.